

## Lutte ou appropriation créative du genre ?

Luttes des femmes pour la femme face aux interventions dans la gouvernance des ressources naturelles en RDC

### *Struggle or creative appropriation of gender?*

*Women's struggles for women in the governance of natural resources in the DRC*

Par

**Patient Mulumeoderhwa Polepole**

*Doctorant en sciences politiques et sociales (UCLouvain)*

*Enseignant - Chercheur à Angaza Institute (ISDR-Bukavu)*

[patient.polepole@uclouvain.be](mailto:patient.polepole@uclouvain.be)

## Résumé

La littérature récente reconnaît les luttes d'accès aux ressources naturelles comme inhérentes aux processus de transformations sociétales. Elle souligne une tendance à la dépolitisation de ces luttes d'accès notamment en ce qui concerne les peuples autochtones, les femmes et les jeunes. Cette dépolitisation a pour effet de rendre inaudibles et d'altérer le sens des revendications de ces acteurs. Cette situation a été exacerbée au fil du temps par le pluralisme juridique, les revendications territoriales et identitaires de plus en plus nombreuses et complexes ainsi que l'interventionnisme des acteurs étatiques et non-étatiques dans la sécurisation des droits fonciers et/ou la conservation de la nature en milieu paysan. Un milieu où des nombreux habitants et petits exploitants agricoles tirent essentiellement leurs moyens de subsistance des systèmes fonciers coutumiers et des services écosystémiques des forêts qui les entourent. Les interventions des acteurs non-étatiques - ONGi, institutions de la coopération au développement, de la conservation et de la Banque mondiale - sont souvent conçues dans l'optique d'atténuer voire éradiquer ces disparités et injustices "systémiques", d'une part. D'autre part, elles ambitionnent d'atténuer la pression humaine sur les ressources naturelles pour conserver la biodiversité et assurer la durabilité de l'environnement global. Tout particulièrement, elles attribuent l'exclusion des femmes de l'accès à la terre tout comme la dégradation de l'environnement aux traditions "rétrogrades". Traditions perpétuant l'exclusion des femmes de l'accès aux ressources naturelles et susceptibles de porter atteinte au "bien commun de l'humanité". En République Démocratique du Congo, la déliquescence de l'Etat et la multiplicité des crises (économiques, politiques et sécuritaires) ont induit l'amplification des interventions internationales dans l'arène coutumière au cours des trois dernières décennies. La présente proposition veut ainsi contribuer à la compréhension de l'impact des changements structurels, économiques et politiques - qui ont eu lieu dans les milieux coutumiers - sur la manière dont les femmes paysannes abordent dans la pratique et revendiquent leurs accès aux ressources naturelles. Cette recherche est fondée sur les expériences des programmes de sécurisation foncière décentralisée – mis en œuvre par ZOA, IFDP, ONU-Habitat, SFCG, APC et ASOP – et celles du Projet d'appui aux communautés dépendantes de la forêt – mis en œuvre dans le cadre du Mécanisme spécial de dons dédié aux peuples autochtones et communautés locales de la Banque Mondiale. Circonscrite dans une approche anthropologique féministe au Sud-Kivu, elle essaiera de répondre à trois questions : d'abord comment l'exposition à ces projets/programmes affecte les représentations et revendications des femmes par rapport à leur accès à la terre et/ou aux produits forestiers ? ensuite, comment cela se traduit-il par des nouvelles pratiques d'accès et de sécurisation foncière pour les femmes ? en fin, quels voies et moyens permettent une amélioration structurelle durable de l'accès des femmes aux ressources naturelles ?

*Mots clés : Intervention ; Ressources naturelles, Genre ; feminist political ecology, RDC*

## **Abstract**

Recent literature acknowledges that access to natural resources is often a key aspect of societal transformation processes. The literature also notes that struggles for access to these resources can be depoliticised, particularly for indigenous peoples, women, and youth. This depoliticisation can render the demands of these actors inaudible and alter their meaning. Legal pluralism, complex territorial and identity claims, and state and non-state actors' interventions have worsened this situation over time. The community relies on customary land systems and ecosystem services from surrounding forests for their livelihoods, with many residents and small-scale farmers being the primary beneficiaries. Non-state actors, such as NGOs, development cooperation institutions, conservation organizations, and the World Bank, often intervene to mitigate or eradicate systemic disparities and injustices. Their aim is to reduce human pressure on natural resources, preserve biodiversity, and ensure the sustainability of the global environment. However, the exclusion of women from access to land and environmental degradation are often attributed to 'backward' traditions. These traditions perpetuate the exclusion of women from natural resources and may harm the 'common good of humanity'. It is important to note that these are subjective evaluations and should be clearly marked as such. These traditions may exclude women from accessing natural resources and harm the 'common good of humanity'. In the Democratic Republic of Congo, the state's decline and multiple crises, including economic, political, and security-related issues, have led to increased international interventions in the customary arena over the past three decades. The aim of this proposal is to enhance the comprehension of how structural, economic, and political changes in customary environments have impacted the approach of peasant women towards claiming their access to natural resources. This research is based on the experiences of decentralised land security programmes implemented by ZOA, IFDP, UN-Habitat, SFCG, APC, and ASOP, as well as the experiences of the Forest-Dependent Communities Support Project implemented under the World Bank's Special Mechanism for Indigenous Peoples and Local Communities. This study, conducted within a feminist anthropological approach in South Kivu, aims to answer three questions. Firstly, how does exposure to these projects/programs affect women's representations and claims regarding their access to land and/or forest products? Secondly, how does this translate into new practices of access and security? Finally, what are the implications of these changes for gender relations and power dynamics in the region?

Keywords: Intervention, Natural Resources, Gender, Feminist Political Ecology, Democratic Republic of Congo

## 1. Etat de l'art

3 concepts : Genre, Accès et Résistance

La littérature récente reconnaît les luttes d'accès aux ressources naturelles comme inhérentes aux processus de transformations sociétales.

Elle souligne une tendance à la dépolitisation de ces luttes d'accès notamment en ce qui concerne les peuples autochtones, les femmes et les jeunes.

Cette dépolitisation a pour effet de rendre inaudibles et d'altérer le sens des revendications de ces acteurs.

Situation a été exacerbée par le pluralisme juridique, les revendications territoriales et identitaires de plus en plus nombreuses et complexes ainsi que l'interventionnisme ANE dans la sécurisation des droits fonciers et/ou la conservation de la nature en milieu paysan.

Un milieu où des nombreux habitants et petits exploitants agricoles tirent essentiellement leurs moyens de subsistance des systèmes fonciers coutumiers et des services écosystémiques des forêts qui les entourent.

Les interventions des acteurs non-étatiques - souvent conçues dans l'optique d'atténuer voire éradiquer ces disparités et injustices "systémiques", d'une part. D'autre part, elles ambitionnent d'atténuer la pression humaine sur les ressources naturelles pour conserver la biodiversité et assurer la durabilité de l'environnement global.

Tout particulièrement, elles attribuent l'exclusion des femmes de l'accès à la terre tout comme la dégradation de l'environnement aux traditions "rétrogrades". Traditions perpétuant l'exclusion des femmes de l'accès aux ressources naturelles et susceptibles de porter atteinte au "bien commun de l'humanité".

## 2. Problématique

En République Démocratique du Congo, la déliquescence de l'Etat et la multiplicité des crises (économiques, politiques et sécuritaires) ont induit l'amplification des interventions internationales dans l'arène coutumière au cours des trois dernières décennies.

Cette recherche examine dans quelle mesure les changements structurels, économiques et politiques - qui ont eu lieu dans les milieux coutumiers - contribuent (ou non) sur la manière dont les femmes paysannes abordent dans la pratique les défis d'accès à la terre et revendiquent leurs accès aux ressources naturelles.

L'étude de cas en province du Sud-Kivu (Est de la RDC) porte sur les expériences des programmes de sécurisation foncière décentralisée – mis en œuvre par ZOA, IFDP, ONU-Habitat, SFCG, APC et ASOP – et celles du Projet d'appui aux communautés dépendantes de la forêt – mis en œuvre dans le cadre du Mécanisme spécial de dons dédié aux peuples autochtones et communautés locales de la Banque Mondiale à travers Caritas Congo et UEFA.

Circonsrite dans une approche anthropologique féministe au Sud-Kivu, elle essaiera de répondre à trois questions : d'abord

- Premièrement, comment l'exposition à ces projets/programmes affecte les représentations et revendications des femmes par rapport à leur accès à la terre et/ou aux produits forestiers ?
- Ensuite, comment cela se traduit-il par des nouvelles pratiques d'accès et de sécurisation foncière pour les femmes ?
- En fin, quels voies et moyens permettent une amélioration structurelle durable de l'accès des femmes aux ressources naturelles ?

## 4.1. Représentation – Revendication

### A. Représentations

- Droit foncier positif prône déjà l'Égalité homme – Femme. Cependant les hommes restent fondamentalement avantagés par plusieurs facteurs socioculturel (le patriarcat, la coutume, la religion, etc.) et socioéconomiques (éducation, analphabétisme juridique, précarité. Mais les femmes ne s'y retrouvent toujours pas. Le patriarcat qui contrôle toutes les instances du pouvoir continue à avoir une grande emprise sur l'application de la loi (en se servant des brèches liées au pluralisme juridique).
- Droit foncier coutumier
  - Terre : élément de fixation sociale (propriété collective vs propriété privée).

La requérante doit garantir qu'elle veut la terre pour s'y installer définitivement et la mettre en valeur. C'est pourquoi les

Pygmées (PAP) et la fille recevaient rarement une terre, étant donné que leur permanence sur le territoire n'était pas garantie.

- Terre : élément de structuration des rapports sociaux et des rapports de pouvoir (politique, économique, etc.).

Cependant, la terre constitue, en milieu rural, la principale source de revenu et un soutien aux activités de production (Netting 1993). En Afrique, et plus spécialement en République démocratique du Congo (RDC), la femme occupe une place importante dans l'utilisation de la terre (Dakeini 2008) et exploite la terre pour la réalisation des activités agricoles afin d'assurer la sécurité alimentaire de la famille (Kon 2011).

- Création d'un certain nouvel ordre social

Les revendications des femmes tirent ainsi leur fondement entre les prescrits du droit positif, les ouvertures dans le droit coutumier et les opportunités du nouvel ordre social induit par les réformes dans la gouvernance foncière et des ressources naturelles (APs).

### B. Revendication

- Non-discrimination liée au genre
- Respect parité homme-femme (réforme foncière & héritage) et au-delà.
- Représentation dans les structures de gestion foncière (Quota & Education) et CLS de la Biodiversité

## 4.2. Mécanismes

- **Juridique**
  - Plainte (cliniques juridiques, cours et tribunaux)
- **Socio-culturelles**
  - Officialisation du mariage civil
  - Héritage des filles / femmes
- **Socio-économique (valorisation des structures existantes et mise en œuvre des nouvelles)**
  - Autonomisation de la femme (crédits rotatifs, MUSO)
  - Création d'ONG et associations
- **Politiques**
  - Lutte Civique vs Armée
  - Candidatures féminines aux élections (suite aux informations reçues sur les droits des femmes)

## 5. Conclusion

- **Luttes politiques vs Luttes d'accès** : Luttes et revendications des femmes paysannes pour l'accès au foncier souvent réduites à des considérations d'ordre alimentaire et agricole (Accès).
  - Luttes pour l'accès et les interventions (inscrites dans le combat global pour la justice sociale et environnementale)
  - Représentation au sein des structures de décision
  - Aspiration au poste de porte-parole des PA
- **Resistance et appropriation créative** : Les questions du genre sont transversales mais pas au cœur du projet (Resistance)
  - Instrumentalisent les OSC et les activités du projet pour exprimer d'autres revendications (alphabétisation)
  - Rôles et ambitions foncières de femmes explicitement exprimés
- **Influence au sein des structures émergentes**
  - Postes de responsabilité au sein des nouvelles structures
- **Mécanismes "formels" et/ou "réels"** : Les femmes luttent et re-négocient leur accès aux avantages sociaux, politiques et économiques à travers des mécanismes "formels" et/ou "réels".
  - Les rôles sociaux sexo-spécifiques sont peu remis en cause
  - La nature collective de la terre
  - Hétérogénéité des règles sociales
- D'où, la nécessité d'une **appropriation créative des opportunités offertes par ces programmes/projet.**

Plusieurs travaux révèlent que la formalisation des droits fonciers par des systèmes normatifs modernes - introduisant la logique de la propriété exclusive - sur des terres des communautés rurales, mettent en danger l'appartenance collective et facilite l'accaparement des terres, la paupérisation des paysans et l'intensification des conflits fonciers (Peemans 1997 ; Kanji et al. 2005 ; Mugangu 2008 ; Mudinga 2017). D'une part, les conflits fonciers entre différents groupes ethniques sont enracinés dans une histoire de violence, de migration transfrontalière et d'instabilité régionale (Claessens et al. 2014). Entre-temps, les réponses à la crise foncière « s'enrayent au fil de leur mise en œuvre », sans produire des effets positifs, faute d'ancrage communautaire des acteurs de mise en œuvre et de la non-durabilité de leurs financements. Aussi, les approches mises en œuvre s'avèrent être très limitées dans la résolution des conflits impliquant des groupes armés locaux faute de prise en compte des expériences des structures préexistantes (Mudinga & Wakenge 2022). D'autre part, dans les situations affectées par des conflits, la formalisation des droits fonciers par des modèles intégrant les normes et pratiques inclusives coutumières permet de clarifier et de renforcer les droits fonciers des personnes marginalisées, en particulier les femmes, les jeunes, les migrants et de prévenir les conflits fonciers (Mudinga 2013 ; Leeuwen et al. 2023). Autant, traditionnellement dans la culture des Bashi, en cas de conflit foncier, toute les couches socio-culturelles de la communauté sont impliquées dans le processus de clarification ou de rappel des droits et normes fonciers coutumiers (Masson 1966). L'appartenance collective et inaliénable du foncier est définie par la fonction multiple de la terre et ressources naturelles connexes (la forêt et l'eau). Le foncier en tant que bien commun est ainsi défini comme une institution sociale autoorganisée qui fait prévaloir les droits collectifs d'usage tout en ayant une double exigence (environnementale et démocratique) et un souci de son entretien en tant que ressource et espace, de la fonction sociale de son usage (Ostrom 2009 & 2015 ; Laval 2016 ; Brossaud & Laval 2018 ; Cornu et al. 2021 ; Nordman 2021).

## Bibliographie

- Adichie, C.N. (2014). *We Should All be Feminists*. 1er edition. Harper Collins UK, New York, 64p.
- Anafo, D., Ayamga, A. & Domanban, P.B. (2023). Custom, modernity, and stability of land rights in Ghana: An empirico-legal review, *Cogent Social Sciences*, 9:1 <https://doi.org/10.1080/23311886.2023.2209366>
- Balas, M., Lemmen, C. H. J., Albuquerque, R., & Unger, E. M. (2023). Promoting women's land rights in SubSaharan Africa: Potential mitigation measures to gender inequality in land access and land tenure security: A literature review. *FIG Working Week 2023: Protecting our world, conquering new frontiers*. Orlando, Florida, USA, 28<sup>th</sup> May to 1<sup>st</sup> June 2023 <https://research.utwente.nl/en/publications/promoting-womens-land-rights-in-subsaharan-africa-potential-mitig>
- Baloyi, M.E. (2008). *Patriarchal structures, a hindrance to women's rights*. Thesis, University of Pretoria. <http://hdl.handle.net/2263/25043>
- Bard, C. (2001). "Genre et pouvoir à la lumière de l'histoire du féminisme", *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [Online], 108-2, consulté le 07 Janvier 2024. <https://doi.org/10.4000/abpo.1743>
- Benasayag, M., Sztulwark, D., & Weinfeld, A. (2012). Du contre-pouvoir. La découverte.
- Berard, T. J. (1999). Michel Foucault, The History of Sexuality, and the reformulation of social theory. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 29(3), 203–227. <https://doi.org/10.1111/1468-5914.00099>
- Berriane, Y. & Rignall, K. (2017). La fabrique de la coutume au Maroc : le droit des femmes aux terres collectives. *Cahiers du Genre*, 62, 97-118. <https://doi.org/10.3917/cdge.062.0097>
- Chigbu, E.U. (2019b). Anatomy of women's landlessness in the patrilineal customary land tenure systems of sub-Saharan Africa and a policy pathway, *Land Use Policy*, Vol 86, 126-135 <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2019.04.041>.
- Chigbu, U.E. (2019a). Masculinity, men and patriarchal issues aside: How do women's actions impede women's access to land? Matters arising from a peri-rural community in Nigeria. *Land Use Policy*, 81, 39-48. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2018.10.033>
- Claessens, K., Mudinga, E., & Ansoms, A. (2014). Competition over Soil & Subsoil: Land Grabbing by Local Elites in South Kivu (DRC). In A. Ansoms & T. Hilhorst (Eds.), *Losing your Land: Dispossession in the Great Lakes* (NED-New edition). Boydell & Brewer. p.82-102
- Colin, J.P., Lavigne Delville, P. & Jacob, J.P. (2022). « Le foncier rural. Droits, accès, acteurs et institutions », in Jean-Philippe Colin, Philippe Lavigne Delville et Eric Léonard (dir.), *Le foncier rural dans les pays du Sud. Enjeux et clés d'analyse*. Marseille, IRD Editions, p. 43-92
- Connell, R. (2016). Masculinities in global perspective: hegemony, contestation, and changing structures of power. *Theor Soc* 45, 303–318 (2016). <https://doi.org/10.1007/s11186-016-9275-x>
- Fougier, E. (2013). "Altermondialisme : contre-pouvoir global ou grande alternative ?", *CERISCOPE Puissance* [en ligne], consulté le 07/01/2024, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part6/altermondialisme-contre-pouvoir-global-ou-grande-alternative>
- Garcia, M. (2021). *We are not born submissive: How patriarchy shapes women's lives*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv16rdchd>
- Ghimire, K. B. (2001). *Land reform and peasant livelihoods: the social dynamics of rural poverty and agrarian reforms in developing countries*. ITDG Publishing, 253p.
- Green, K.E. (2016). A political ecology of scaling: Struggles over power, land and authority. *Geoforum* (74): 88-97 <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.05.007>
- Hirata, H.S. & Le Doaré, H. (1998). Les paradoxes de la mondialisation. In: *Cahiers du GEDISST (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail)*, 21. *Les paradoxes de la mondialisation*. p.5-34. <https://doi.org/10.3406/genre.1998.1040>
- Huggins, C. (2015). "Land-Grabbing, Agricultural Investment and Land Reform in the Democratic Republic Of Congo". In Reyntjens, F., Vandeginste, S. & Verpoorten, M. (eds.) *L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2014-2015*. Antwerp, UPA, p.149-173
- Jablonka, I. (2022). *A History of Masculinity. From Patriarchy to Gender Justice*, Penguin UK, 368p.

- Jacobs, S. (2009). Gender and Land Reforms: Comparative Perspectives. *Geography Compass*, Vol. 3(5) P.1675  
<https://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2009.00257.x>
- Juignet, P. (2015). La méthode structurale de Claude Lévi-Strauss. *Philosophie, science et société*. 2015.  
<https://philosciences.com/93>
- Kagan, D. (2017). Legacymasculinity: Grayson Perry's the descent of man. *The Lifted Brow*, (35), 27, 29–32.  
<https://search.informit.org/doi/10.3316/informit.024718710895094>
- Kanji, N., Cotula, L., Hilhorst, T., Toulmin, C., Can Land Registration Serve Poor and Marginalised Groups? Summary Report and Witten, W. (2005). *Can Land Registration Serve Poor and Marginalised Groups? Summary Report*.  
<https://www.iied.org/12518iied>
- Karki, A.K. (2002). Movements from below: land rights movement in Nepal, *Inter-Asia Cultural Studies*, 3:2, 201-217  
<https://doi.org/10.1080/1464937022000000129>
- Kibul, B.M. (2019). *La Gouvernance foncière en RD Congo : du pluralisme institutionnel à la vampirisation de l'État*. Louvain-La-Neuve, Academia-L'Harmattan, 280p.
- Kobiané, J. (2007). Chapitre 9. Ethnies, genre et scolarisation au Burkina Faso. In Locoh, T. (Ed.), *Genre et société en Afrique : Implications pour le développement*. Ined Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.ined.13297>.
- Leeuwen, M., Ansoms, A., Mudinga, E.M., Bisoka, A.N., Niyonkuru, R.C. Shaw, J. & van der Haar, G. (2021). Promoting land tenure security for sustainable peace - lessons on the politics of transformation. In *Curr. Opin. Environ. Sustain.* 49: 57–65. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2021.02.012>
- Leeuwen, M., van der Haar, G., Ansoms, A., Baraka Akilimali, J., Mushagalusa Mudinga, E., Mulumeoderhwa Polepole, P. & Munezero, C. (2023). Localized land tenure registration in Burundi and eastern DR Congo: Contributing to sustainable peace? *Global Environmental Change*, 83. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2023.102763>
- Levi-Strauss, C. (1953). Structure sociale. *Bulletin de psychologie*, 6-7, p.358-390
- Lévi-Strauss, C. (1955). *Tristes tropiques*. Paris, Plon. 47p.
- Lévi-Strauss, C. (1958). « Language and the Analysis of Social Laws », *American Anthropologist*, vol. 53, n° 52, avril-juin 1951, repris dans *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.
- Mann, M. (1986). The sources of social power: volume 1, a history of power from the beginning to AD 1760. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511570896>
- Masson (1966). Trois siècles chez les Bashi. Deuxième édition complétée par. *Éléments de codification des coutumes foncières du Bushi* par A. Ouchinsky. Bukavu, La presse congolaise. 199p.
- Mathieu P., Laurent P.J., Mafikiri T. & Mugangu, S.M. (1997). "Compétition foncière, confusion politique et violences au Kivu : des dérives irréversibles ? ", *Politique Africaine*, 67 : 130 136.
- Mathys, G., van Leeuwen, M., van der Haar, G., & de Vries, L. (2022). Au-delà de la résolution des conflits fonciers: vers la justice agraire dans l'Est de la RDC (Kivu). In *Conjonctures de l'Afrique centrale*, pp. 239-272.
- McIntyre, J. (2022). Michel Foucault and the construction of social reality. *Religion & Ethics Opinion.*, consulté, le 02 décembre 2023. <https://www.abc.net.au/religion/michel-foucault-and-the-construction-of-social-reality/14005260>
- Moyo, S. (2005). Land and natural resource redistribution in Zimbabwe: Access, equity and conflict. *African and Asian studies*, 4(1-2), 187-224. <https://doi.org/10.1163/1569209054547283>
- Moyo, S. (2005). Land and Natural Resource Redistribution in Zimbabwe: Access, Equity and Conflict. *African and Asian Studies*, 4, 187-224.
- Mozziconacci, V. (2022). Chapitre 2. Deuxième vague : De la socialisation-domination à l'éducation-émancipation ? In *Qu'est-ce qu'une éducation féministe ? Égalité, émancipation, utopie*. Paris : Éditions de la Sorbonne.  
<https://doi.org/10.4000/books.pSORbonne.110123>.
- Mubalama, L.K. (2021). Actualisation des études sur les différents services écosystémiques dans deux entités territoriales décentralisées du Sud-Kivu : chefferies de Kabare et Ngweshe. Rapport FAO, Bukavu, Août 2021, 60p.

- Mudinga, E. & Neema, B. (2021) « Au-delà du paradigme discriminatoire : les femmes et l'accès à la terre en RDC », in Ndayiragije, R. Alidou, S., Ansoms, A. & Geenen, S. (eds), *Conjonctures de l'Afrique Centrale*, Ed. L'Harmattan, Bruxelles, p.337-359
- Mudinga, E. (2013). « Conflits fonciers à l'Est de la RDC: au-delà des confrontations entre rwandophones et autochtones à Kalehe » In Reyntjens, F., Vandeginste, S. & Verpoorten, M. (eds.) *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2012-2013, Paris, L'Harmattan, p.195-218
- Mudinga, E. M., & Wakenge, C. I. (2021). Land Crisis and Stakeholders' Responses in the Democratic Republic of the Congo. Congo Research Briefs, (9).
- Mudinga, E., Nyenyezi Bisoka, A., & Ansoms, A. (2017). « Autour de l'accapement des terres en République Démocratique du Congo », In Trefon, T. & De Putter, T. (eds), *Ressources Naturelles et développement: le paradoxe congolais*, Paris, L'Harmattan, Cahiers Africains 90: 80-84.
- Mugangu, M.S. (1997). *La gestion foncière rurale au Zaïre: réformes juridiques et pratiques foncières locales: cas de Bushi*, Louvain-la-Neuve, L'Harmattan / Academia-Bruylant, 343 p.
- Mugangu, M.S. (2019). « Bilan des problématiques foncières à l'est de la RDC. Exposé, conférence sur les conflits fonciers à l'est de la RDC, Bukavu. » Inédit.
- Mugangu, S. (2008). « La crise foncière à l'Est de la RDC ». In Marysse, S., Reyntjens, F. & Vandeginste, S. (eds.), *Annuaire L'Afrique des Grands Lacs, 2007-2008*. Paris, L'Harmattan, p.385-413
- Nagle, J. (2022) Social theory: Michel Foucault. *Sectarianism, Proxies & De-sectarianisation*, consulté, le 02 décembre 2023. <https://www.sepad.org.uk/announcement/social-theory-michel-foucault>
- Ndami, C. (2017). Les agricultrices et la propriété foncière en pays bamiléké (Cameroun). Un droit foncier coutumier en tension. *Cahiers du Genre*, 62, 119-139. <https://doi.org/10.3917/cdge.062.0119>
- Odeny, M. A. (2020). The relation between access to water poverty and patriarchy: the case of women slum dwellers in Kibera Kenya. Thesis, University of Pretoria. 234p. URI: <http://hdl.handle.net/2263/76755>
- Pavard, B., Rochefort, F., & Zancarini-Fournel, M. (2020). *Ne nous libérez pas, on s'en charge*. La Découverte.
- Peermans, J.P. (1997). Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique, Paris, L'Harmattan, 250 p
- Polepole, P. (2022). Analyse des politiques et instruments nationaux, régionaux et internationaux sur la participation des femmes dans les espaces décisionnels en éducation en RDC : Pour une proposition des nouvelles méthodes. Rapport COCAFEM/GL & COFAS - EDUFAM DOI: 10.13140/RG.2.2.13371.49440/1
- Polepole, P. & Mudinga, E. (2022). L'accès à la terre dans la province du Sud-Kivu : expériences paysannes. 13e journées champêtres - Accès et conservation de la terre, capital et base de l'agriculture paysanne. DOI: 10.13140/RG.2.2.18480.28168
- Polepole, P. (2023). Clôture des activités de sauvegardes environnementales et sociales du microprojet PACDF à Kalonge/territoire de Kalehe. Rapport d'évaluation, UNION POUR L'EMANCIPATION DE LA FEMME AUTOCHTONE (UEFA). <https://peuplesautochtones.cd/publications/rapport-de-mission-de-suivi-de-sauvegarde-socio-environnementale-des-activites-de-microprojets-a-walikale/>
- Polepole, P.M., Ndayikengurutse, G. & Nsabimana, J. (2023). Des paysans face aux dynamiques de violence et d'insécurité en période de COVID-19 en Afrique des Grands-Lacs. In A. Bashizi & A. Ansoms (Eds.). *Repenser la résilience paysanne : Vers l'écologie politique des crises composées dans la paysannerie de la région d'Afrique des Grands Lacs* [In progress]
- Ratele, K. (2013) Masculinities without Tradition, *Politikon*, 40:1, 133-156, <https://doi.org/10.1080/02589346.2013.765680>
- RDC (2019). Guide pratique d'acquisition d'une concession foncière en République Démocratique du Congo. Ministère des affaires foncières, Secrétariat Général, Kinshasa, 61p.
- Rocheleau, D. & Ross, L. (1995). Trees as tools, trees as text: struggles over resources in Zambrana-Chacuey, Dominican Republic. *Antipode* 27:407-428. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.1995.tb00287.x>
- Rossignol, L., Pourtaud, D. & Bérès, P. (2005). « La femme, le fou et le colonisé. Pour une critique socialiste de la domination masculine ». 74<sup>e</sup> congrès ordinaire du Parti socialiste français, Mans

- Rutherford, B. (2020). The moral politics of gendered labour in artisanal mining in Sierra Leone, *Development and Change* 51(3): 771–93 <https://doi.org/10.1111/dech.12584>
- Rutherford, B., & Buss, D. (2023). Women and Mining in Africa. *Oxford Research Encyclopedia of African History*. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190277734.013.1415>
- Schroeder, R. A. (1997). “Re-claiming” Land in the Gambia: Gendered Property Rights and Environmental Intervention. *Annals of the Association of American Geographers*, 87(3), 487–508. <http://www.jstor.org/stable/2564065>
- Sikor, T. & Lund, C. (2009). Access and property: a question of power and authority. *Development and change*, 40(1), 1-22. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x>
- Tamzali, W. (2008). Simone de Beauvoir l'algérienne. *Les Temps Modernes*, 647-648, 286-290. <https://doi.org/10.3917/lm.647.0286>
- Todd, E. (2022). Où en sont-elles?: une esquisse de l'histoire des femmes. Seuil. 400p.
- Traoré, S. (1987). Le système foncier du Gajaaga, *Bakel Discussion Paper Series* n° 4-F, 41 p.
- Toussain, E. (2022). *Banque mondiale, une histoire critique*, Patis, Syllepse. 530p.
- Widman, M. (2014) Land Tenure Insecurity and Formalizing Land Rights in Madagascar: A Gender Perspective on the Certification Program, *Feminist Economics*, 20:1, 130-154, <https://doi.org/10.1080/13545701.2013.873136>